

Canicule : Santé publique France empêchée de déployer son dispositif de prévention

samedi 30 mai 2026, par [COQ-CHODORGE Caroline](#)

Anticipée et préparée par l'agence publique, la campagne destinée à informer la population sur l'épisode de fortes chaleurs précoces n'a jamais été diffusée. Une initiative empêchée par les services du premier ministre, qui ont préféré arrêter un « plan de résilience » au contenu toujours inconnu en conseil des ministres jeudi 28 mai.

En temps normal, la page d'accueil du site de Santé publique France (SPF) devrait être très largement consacrée à la vague de chaleur précoce qui touche la France depuis le 21 mai 2026. « Mais depuis deux mois, toutes nos campagnes de prévention sont bloquées, comme notre dispositif de prévention contre les fortes chaleur "Vivre avec la chaleur" », explique un représentant de l'intersyndicale de SPF sous couvert d'anonymat.

Pourtant, cet épidémiologiste, membre du collectif Santé publique en danger, promet que, en lien avec Météo France, « nous avons anticipé cette vague de chaleur, nous étions prêts ».

Le dispositif de prévention est habituellement déployé dès qu'un département passe en vigilance orange canicule. « On achète alors de l'espace publicitaire, on mobilise les réseaux sociaux pour diffuser des messages de manière localisée, des petites animations qui ciblent des populations qu'on choisit d'alerter : un sportif, un garagiste, une personne âgée, un jeune enfant », poursuit l'épidémiologiste.

Affiche de Santé publique France à la mairie de Noisy-le-Sec, le 14 août 2025. © Photo Martin Lelievre / AFP

Seulement, depuis le début de l'année, le budget réservé aux campagnes de prévention de SPF a baissé de 40 %. « Notre travail est empêché », estiment les agent·es* questionné·es par Mediapart. Critiqué par l'opposition pour cette impréparation, Sébastien Lecornu a tenu un conseil des ministres exceptionnel, jeudi 28 mai, censé arrêter « un plan de résilience » dont on ne sait rien – Matignon n'a pas donné suite à notre demande d'entretien.

« On ne fait pas de la prévention une semaine après », grince une agente de SPF. « Certes, ce ne sont pas des chaleurs extrêmes, mais l'événement est exceptionnel, car les corps ne sont pas encore habitués, les bons comportements n'ont pas encore été adoptés et la perception du risque n'est pas forcément juste », explique l'épidémiologiste déjà cité.

Depuis le 21 mai, cinq personnes se sont noyées en se baignant dans des fleuves ou des plans d'eau, deux autres lors de pratiques sportives – des décès « liés directement ou indirectement à la chaleur », a expliqué le 26 mai Maud Bregeon, porte-parole du gouvernement. Dans la nuit du jeudi 28 au vendredi 29 mai, un jeune coureur de 19 ans est mort des suites d'une hyperthermie.

Et si les messages de santé publique face aux fortes chaleurs peuvent paraître évidents, c'est en réalité loin d'être le cas. « Des études montrent que la population n'a pas une bonne perception du risque, poursuit l'épidémiologiste. Les personnes âgées sont perçues comme les

plus vulnérables. En réalité, tout le monde est vulnérable, selon les circonstances : un adulte en bonne santé n'est pas à l'abri d'un coup de chaleur, qui est une urgence médicale. »

Les bons gestes ne sont pas non plus les mêmes selon les lieux et les conditions de vie : dans une maison individuelle, à la campagne, il faut fermer les volets de 11 heures à 16 heures. Mais en ville, il faut attendre la tombée de la nuit, car dans les îlots de chaleur, la température peut monter jusqu'à 19 heures ou 20 heures.

« Ils ne comprennent pas ce que l'on fait »

Depuis plusieurs semaines, Santé publique France est sous la surveillance de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas), missionnée par le premier ministre pour économiser 300 millions d'euros d'ici à 2027 grâce à une « refonte de la stratégie et des moyens de communication de l'État ». SPF est dans le viseur.

« Ce qui se passe avec cette canicule, c'est un très bon exemple des conséquences de ce projet de démantèlement de l'agence, qui n'est justifié que par des éléments de langage et par aucun fait étayé. Nous serions une de ces agences inutiles, dispendieuses. C'est ce que ne cesse de répéter l'extrême droite », assène une agente interrogée par Mediapart.

Et d'ajouter : « Sous prétexte d'efficience, on a bloqué quelque chose qui existe depuis dix ans, qui s'appuie sur des travaux scientifiques, qui fonctionne. Ils ne comprennent pas ce que l'on fait : ce n'est pas de la communication, mais de la promotion de la santé. Pour protéger la population, on cherche à faire évoluer les comportements, en s'appuyant sur des données scientifiques robustes. »

Au-delà de Santé publique France, d'autres agences sont elles aussi menacées : l'Ademe, l'Anses, l'Office français de la biodiversité, le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema)... Une situation qui pousse les agent-es à s'organiser pour renforcer la mobilisation, déjà historique, au sein de SPF.

« La priorité, ça semble être de détruire ces agences qui ont pour mission de préparer la France au réchauffement climatique. C'est dramatique pour la santé publique. Cela fait dix ans qu'on le répète et qu'on propose des solutions, rarement mises en œuvre. On préfère aujourd'hui priver l'État de sa capacité à protéger la population », regrette l'épidémiologiste.

Caroline Coq-Chodorge

P.-S.

• MEDIAPART. 30 mai 2026 à 14h34 :

<https://www.mediapart.fr/journal/france/300526/canicule-sante-publique-france-empechee-de-deployer-son-dispositif-de-prevention>